

RAPPORT ANNUEL DU REPRESENTANT DU

CONSEIL SUPERIEUR

Au 1er janvier 1984 les effectifs scolaires s'élevaient à 11.817 élèves, ce qui constitue une augmentation de 270 élèves par rapport au 1er janvier 1983. L'augmentation est sensible à Bruxelles I, à Bruxelles II, à Culham et à Munich. Elle résulte donc surtout du développement des nouvelles Ecoles européennes. La diminution des effectifs s'est poursuivie à l'Ecole européenne de Varese. A l'Ecole européenne de Mol le nombre d'élèves n'a pas régressé pour la première fois depuis un certain nombre d'années.

Il convient de remarquer que l'augmentation globale des effectifs concerne surtout l'enseignement secondaire. Dans le cycle primaire les effectifs n'ont pas varié d'une année à l'autre. A l'école maternelle, le nombre d'élèves a connu une hausse sensible.

Les chiffres relatifs au nombre total d'élèves des Ecoles européennes laissent apparaître une légère progression de l'ordre de 2,3 %. Ce mouvement de la population scolaire est proche de celui qui a été enregistré au cours des dernières années. Les chiffres globaux pour l'ensemble des Ecoles européennes ne font donc apparaître aucun problème. Mais si on examine la situation école par école, l'évolution reste préoccupante dans certaines Ecoles européennes. En effet si la diminution des effectifs n'a touché cette année que l'Ecole européenne de Varese, il convient de remarquer que dans plusieurs autres Ecoles européennes, le pourcentage d'élèves "de droit" est en recul constant. Le Comité pédagogique essaye de trouver une solution pour enrayer le développement actuel dans les écoles et les sections linguistiques où des difficultés se manifestent. Il espère pouvoir soumettre des propositions précises au Conseil supérieur en décembre 1984.

Répartition des élèves par cycle d'études  
au 1er janvier 1984

	<u>Maternel</u>	<u>Primaire</u>	<u>Secondaire</u>	<u>Total</u>
Luxembourg	313	977	1.288	2.578
Bruxelles I	159	832	1.548	2.539
Bruxelles II	124	745	993	1.862
Mol	65	273	477	815
Varese	79	396	823	1.298
Karlsruhe	71	429	479	979
Bergen	77	215	351	643
Munich	35	180	300	515
Culham	64	212	312	588
	987	4.259	6.571	11.817

Corps enseignant au  
1er janvier 1984

Luxembourg	157
Bruxelles I	179
Bruxelles II	114
Mol	74
Varese	108
Karlsruhe	74
Bergen	54
Munich	42
Culham	59
	<u>861</u>

Le nombre des bacheliers des Ecoles européennes a augmenté régulièrement. En 1983, 604 candidats se sont présentés aux épreuves du Baccalauréat européen : 565 candidats ont été reçus. Depuis 1959, date de la première session du Baccalauréat européen, 5.965 jeunes filles et jeunes gens ont achevé avec succès leurs études secondaires dans les Ecoles européennes.

Après ces indications chiffrées, je voudrais commenter les principaux problèmes qui se posent actuellement dans le cadre des Ecoles européennes.

\*

\*

I. RAPPORTS AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN

Le Parlement Européen a voté le 7 juillet 1983 une résolution sur les Ecoles européennes sur base du rapport fait au nom de sa commission de la jeunesse, de la culture, de l'éducation, de l'information et des sports.

Au cours de sa réunion des 8 et 9 décembre 1983, le Conseil supérieur a créé un groupe de travail chargé, sous la présidence de M. STUART, de procéder, en rapport avec la résolution du Parlement Européen, à une étude générale sur les Ecoles européennes, leurs buts, leurs points forts, leurs faiblesses, leur avenir. Un premier rapport de ce groupe de travail figure à l'ordre du jour de la réunion du Conseil supérieur de mai 1984.

\*

\*

\*

## II. NOUVELLES ECOLES EUROPEENNES

### a) Ecole européenne de Munich

La croissance de l'Ecole européenne de Munich, créée en novembre 1977, se poursuit de façon satisfaisante. L'Ecole compte 515 élèves et pour la rentrée de septembre 1984, <sup>+</sup> 560 élèves sont attendus.

L'Ecole européenne de Munich, qui lors de son ouverture fonctionnait avec deux sections linguistiques, en compte quatre. Il est pratiquement acquis que la section de langue italienne sera effectivement créée en septembre 1984.

Cette année une première promotion d'élèves de l'Ecole européenne de Munich subira les épreuves du Baccalauréat européen. C'est une date importante pour la jeune école, qui espère à cette occasion recueillir le fruit des efforts entrepris depuis sept ans. Je sais qu'une première session de l'examen final constitue un test qui est attendu avec anxiété aussi bien par les parents que par les enseignants et les élèves. Convaincu du sérieux du travail accompli à l'Ecole européenne de Munich, je suis persuadé que les résultats de cette école atteindront le même niveau que ceux des huit autres Ecoles européennes.

### b) Ecole européenne de Culham

L'Ecole européenne de Culham, qui a été ouverte en septembre 1978, a connu un développement très rapide. Après quatre mois de fonctionnement elle comptait déjà 91 élèves. En janvier 1980, 1981, 1982, 1983 et 1984, elle en accueillait respectivement 245, 402, 475, 543 et 588. Son développement semble maintenant à peu près achevé. Le nombre d'élèves pourrait encore connaître une certaine croissance, mais ne dépassera sans doute pas le chiffre de 650. Ces chiffres correspondent d'ailleurs aux prévisions faites lors de sa création. L'Ecole européenne de Culham restera donc une école de dimension réduite avec les avantages et les inconvénients que cela comporte.

Malgré son jeune âge, l'Ecole européenne de Culham a déjà présenté deux fois des candidats aux épreuves du Baccalauréat européen. Les résultats ont été excellents, aussi bien en 1982 qu'en 1983. A cette occasion je voudrais renouveler mes très sincères félicitations à la Direction, aux professeurs et aux bacheliers eux-mêmes, qui ont cueilli à cette occasion les premiers fruits de leur travail.

\* \*

\*

### III. PROBLEMES DE LOCAUX

#### a) Ecole européenne de Luxembourg

Le Conseil d'administration de l'Ecole européenne de Luxembourg étudiera au cours de ses prochaines réunions les problèmes de locaux qui se poseront à la suite de l'adhésion prévisible de deux nouveaux Etats-Membres.

#### b) Ecole européenne de Bruxelles I

Selon toute probabilité, le nouveau bâtiment prévu pour les arts sera achevé pour la rentrée scolaire de septembre 1984.

La construction d'un nouveau bâtiment pour l'école primaire vient de commencer.

Le Ministère des Travaux publics belge étudie un avant-projet pour la construction d'un bâtiment de 24 salles destinées à répondre aux besoins résultant de l'adhésion prévisible de deux nouveaux Etats-Membres et à amorcer le remplacement de bâtiments vétustes.

#### c) Ecole européenne de Bruxelles II

L'Ecole européenne de Bruxelles II est confrontée avec le problème d'un manque de locaux grandissant.

La Direction de l'école s'est adressée aux autorités belges pour leur demander de prendre les mesures voulues pour doter l'école de bâtiments supplémentaires. Les premières réactions ont été positives.

#### d) Ecole européenne de Karlsruhe

Les besoins en locaux supplémentaires de l'Ecole européenne de Karlsruhe ont été évoqués dans mes rapports précédents. D'après les informations que j'ai reçues de l'école, aucun progrès n'a été réalisé. Je voudrais une nouvelle fois faire appel à la délégation allemande pour que les autorités responsables dotent l'Ecole européenne de Karlsruhe des locaux dont elle a un réel besoin.

e) Ecole européenne de Culham

La construction de huit nouvelles salles de classes pour l'école primaire est en cours. L'achèvement des travaux est prévu pour la rentrée scolaire de septembre 1984.

En automne deux nouveaux laboratoires de sciences seront mis à la disposition de l'Ecole européenne de Culham.

Au cours de l'année 1984-1985 deux autres laboratoires seront modernisés.

Je voudrais exprimer ma gratitude aux gouvernements pour les nouvelles constructions qu'ils mettent à la disposition des Ecoles européennes et à leurs délégations au sein du Conseil supérieur pour leurs interventions auprès des autorités compétentes.

\*

\*

\*

#### IV. PROBLEMES JURIDIQUES

a) Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes

Le Protocole additionnel au Protocole concernant la création d'Ecoles européennes a été signé à Luxembourg par les représentants des Etats-Membres des Communautés européennes le 15 décembre 1975.

Ce Protocole permet la création de l'Ecole européenne de Munich.

La procédure de ratification est au même point que l'an dernier, une délégation n'ayant pas encore signalé que la procédure de ratification avait abouti.

b) Accord relatif à la modification du Règlement du Baccalauréat

En mai 1982, le Conseil supérieur a approuvé en ce qui le concerne une révision du Règlement du Baccalauréat européen.

Les plénipotentiaires des Etats-Membres ont signé à Luxembourg le 11 avril 1984 un Accord approuvant cette modification du Règlement du Baccalauréat et un Accord permettant l'application provisoire des nouvelles dispositions.

Par cette approbation, la réforme du cycle secondaire se trouve achevée dans les temps voulus. Le Baccalauréat se déroulera pour la première fois sur base du Règlement révisé en juin-juillet 1985.

Je prie les gouvernements des Etats-Membres de prendre les mesures voulues pour que les procédures de ratification soient entreprises et menées à bonne fin dans les meilleurs délais.

A cette occasion je voudrais adresser mes remerciements à la délégation luxembourgeoise pour les efforts fructueux qu'elle a entrepris pour faire signer les Accords plus d'un an avant le déroulement du Baccalauréat réformé.



Enfin et surtout, au moment où l'édifice est achevé, je voudrais exprimer ma gratitude au Comité de réforme et à son infatigable Président, M. G. DETHIER, pour les efforts qu'ils ont poursuivis pendant près de 10 ans (Le Comité a été créé le 25 septembre 1974) pour doter l'école secondaire d'un enseignement adapté aux nécessités du monde actuel. Au moment où leurs efforts sont couronnés, ils peuvent être légitimement satisfaits du travail accompli.

Leur tâche n'est cependant pas terminée pour autant. Il leur reste notamment à tirer des enseignements de l'expérience entreprise. et à y apporter des améliorations là où ils en auront constaté le besoin.

c) Exonération de la T.V.A. pour les Ecoles européennes de Varese, de Karlsruhe et de Munich

Les Ecoles européennes de Varese, de Munich et de Karlsruhe ne sont pas encore exonérées du paiement de la T.V.A. A la suite d'observations de la Cour des Comptes, ce problème a été soumis au Conseil supérieur au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1980. Au cours de cette réunion les délégations allemande et italienne ont signalé qu'on élaborait des textes légaux en vue d'exonérer les Ecoles européennes du paiement de la T.V.A.

Au cours de la réunion du Conseil supérieur des 8 et 9 décembre 1983 la délégation allemande a signalé que les Ministres des Affaires Etrangères et des Finances se sont mis d'accord sur un règlement visant à exonérer les Ecoles européennes de Karlsruhe et de Munich du paiement de la T.V.A. La délégation italienne a exprimé l'espoir que le Parlement italien pourrait bientôt être saisi d'une proposition d'exonération de la T.V.A.

J'espère vivement que les deux délégations pourront annoncer au Conseil supérieur lors de sa réunion de mai 1984 que l'exonération de la T.V.A. est entrée en application.

La Cour des Comptes a insisté une nouvelle fois et de façon particulièrement pressante pour que les mesures d'exonération soient prises très rapidement. Elle invite l'Allemagne et l'Italie à s'aligner sur les autres Etats-Membres qui abritent des Ecoles européennes.

## V. PROBLEMES ADMINISTRATIFS ET FINANCIERS

### a) Statut du personnel enseignant

Par règlement du 18 juillet 1983, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié les coefficients correcteurs applicables aux différents sièges.

Conformément à l'article 23 du Statut du personnel enseignant, les nouveaux coefficients correcteurs ont été également appliqués aux enseignants avec effet au 1er janvier 1983.

	Coefficients appliqués du 1/7 au 31/12/82	Coefficients appliqués à partir du 1/1/1983
Belgique	100	103,0
République Fédérale d'Allemagne	110,9	111,2
Italie	89,7	97,5 (1)
Grand-Duché de Luxembourg	100	103,0
Pays-Bas	107,9	108,3
Royaume-Uni	106,7	106,7

A la suite d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, le Conseil des Ministres des Communautés européennes a modifié, par règlement du 19 décembre 1983, les coefficients correcteurs applicables à Varese pour la période du 1er janvier 1976 au 16 novembre 1982. Lorsque les mesures administratives auront été prises, les nouveaux coefficients correcteurs seront également appliqués aux enseignants de l'Ecole européenne de Varese conformément aux dispositions de l'article 23 du Statut du personnel enseignant.

(1) Pour l'Italie, le nouveau coefficient est applicable à partir du 16 novembre 1982.

A la suite de l'adaptation annuelle des rémunérations des fonctionnaires des Communautés européennes, le Comité administratif et financier a soumis au Conseil supérieur, par la voie de la procédure écrite, des propositions relatives aux émoluments du personnel enseignant des Ecoles européennes et au traitement du Représentant du Conseil supérieur. Ces propositions ont été approuvées.

Conformément au Règlement du Conseil des Ministres des Communautés européennes du 19 décembre 1983, l'entrée en vigueur de ces propositions s'accompagnera de la modification suivante des coefficients correcteurs applicables aux différents sièges avec effet au 1er juillet 1983 :

Belgique	100,0
Allemagne	110,5
Italie	96,1
Grand-Duché de Luxembourg	100,0
Pays-Bas	105,8
Royaume-Uni	97,9

## 2) Contrôle interne des Ecoles européennes

Le contrôleur interne nommé par le Conseil supérieur le 1er septembre 1982 a présenté son premier rapport au Conseil supérieur en décembre 1983.

Conformément au mandat qui lui avait été donné, il a élaboré un manuel des procédures comptables. Ce manuel est appliqué par les Ecoles européennes depuis le 1er janvier 1984. Le contrôleur interne est en contact avec les responsables des écoles pour les aider à appliquer les dispositions du manuel. Il procède à une adaptation du manuel en fonction de l'expérience de son application et d'observations formulées par des fonctionnaires de la Cour des Comptes.

Il a d'autre part apporté sa collaboration au Représentant du Conseil supérieur dans l'étude de certaines questions spécifiques demandée soit par le Comité administratif et financier soit par le groupe de travail créé par le Conseil supérieur dans le cadre de la résolution du Parlement Européen.

Il a collaboré à l'extension à toutes les Ecoles européennes du calcul mécanographique des traitements qui dans le passé se limitait aux quatre Ecoles européennes situées en Belgique et au Luxembourg.

Il a procédé, cette année, pour la première fois à un examen critique et comparatif des avant-projets de budgets des Ecoles européennes et de leurs clôtures des comptes et m'a présenté ses premières remarques dont j'ai fait part aux différents Conseils d'administration. Il adressera dans le courant de l'année des directives aux Ecoles européennes pour renforcer l'harmonisation des budgets et des clôtures des comptes.

c) Allocation différentielle

L'article 24 paragraphe 2 du Statut du personnel enseignant prévoit que :

"Au cas où le montant des sommes perçues à titre d'impôts sur le traitement est supérieur au montant du prélèvement qui serait effectué sur le traitement européen en application des règlements prévus pour les fonctionnaires de la Communauté économique européenne portant fixation des conditions et de la procédure d'application de l'impôt établi au profit de la Communauté, il est accordé une allocation "différentielle" égale à la différence entre les deux montants dont question ci-dessus."

En vue de l'application de cette disposition, le Conseil supérieur a décidé au cours de sa réunion des 10 et 11 décembre 1981 que les enseignants bénéficiaires d'une allocation différentielle étaient tenus de signer chaque année une déclaration indiquant le montant de l'abattement ou de l'ajustement de l'impôt sur le revenu de l'année écoulée.

Lors d'une réunion d'un Conseil d'administration, la question s'est posée de savoir si l'école devait demander aux enseignants des pièces justificatives concernant les ajustements d'impôt.

Je propose au Conseil supérieur de donner au Comité administratif et financier le mandat d'examiner cette question et de lui présenter un rapport à ce sujet.

## VI. PROBLEMES PEDAGOGIQUES

### a) Réforme de l'école primaire et de l'école maternelle

La Commission de réforme poursuit, sous la présidence de Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER, un travail considérable pour résoudre les problèmes que pose la mise en application de la réforme. Le Conseil supérieur a déjà approuvé au cours de ses dernières sessions des propositions importantes qui lui ont été soumises par le Comité pédagogique de l'école primaire après travail préparatoire du Comité de réforme.

En décembre dernier, sur proposition du Comité de réforme et du Comité pédagogique, Le Conseil supérieur a approuvé un document de base sur l'éducation à l'école maternelle, le programme d'éducation physique à l'école primaire et des lignes directrices pour l'enseignement de la musique à l'école primaire.

D'autre part Le Comité de réforme et Le Comité pédagogique ont consacré beaucoup d'efforts à l'élaboration de projets d'extension du "remedial teaching". Ce point figure à l'ordre du jour de la réunion de mai 1984.

Je voudrais, une nouvelle fois, remercier très vivement Le Comité de réforme et son Président, Monsieur l'Inspecteur Général POLLENTIER, du travail efficace qu'ils accomplissent pour les élèves des Ecoles européennes.

### b) Réforme de l'école secondaire

Le Comité de réforme de l'école secondaire a accompli une masse de travail considérable, sur laquelle j'ai déjà eu l'occasion d'attirer l'attention du Conseil supérieur.

La réforme des 1ère, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème et 6ème années est entrée dans les faits. La réforme de la 7ème année sera introduite dans les classes en septembre prochain.

Les derniers programmes présentés par le Comité de réforme ont été approuvés par le Conseil supérieur en décembre 1983 ou lui seront présentés en mai 1984.

En outre le Comité de réforme a examiné un certain nombre de programmes de cours complémentaires que les différentes Ecoles lui avaient soumis. Il en a approuvé une partie.

J'ai déjà eu l'occasion dans le présent rapport de souligner les grands mérites du Comité de réforme qui a préparé en temps voulu la mise en place de la réforme (voir page 9 ci-dessus).

\*

\*

\*

## VII. TRAVAIL DES COMITES DE PREPARATION

Je voudrais une nouvelle fois souligner l'importance fondamentale de la mission du Comité pédagogique et du Comité administratif et financier qui constituent un rouage essentiel nécessaire au bon fonctionnement des Ecoles européennes. Chacun des deux Comités, tout en s'attachant particulièrement au point de vue qu'il doit défendre, doit montrer de la compréhension pour le point de vue de l'autre, tous deux ayant le souci de l'intérêt de l'Institution elle-même. C'est ainsi qu'il est souhaitable que le Comité pédagogique s'inquiète des conséquences financières de ses propositions et que le Comité administratif et financier tienne compte des besoins d'un enseignement efficace.

La préparation des propositions soumises au Conseil supérieur représente un travail considérable qui se traduit par les nombreuses propositions qui sont soumises chaque année au Conseil supérieur.

Je voudrais d'autre part prier le Conseil supérieur de ne pas noyer les Comités sous un flot de mandats, mais de se limiter à l'étude des problèmes essentiels. Les Comités ne pourront pas accomplir un travail efficace, si on leur demande d'étudier un trop grand nombre de problèmes, dont certains n'ont peut-être pas une importance fondamentale.

Au nom du Conseil supérieur tout entier, je voudrais ici leur adresser de très chaleureux remerciements pour leur collaboration.

\*

\*

\*

### VIII. PROBLEMES DIVERS

#### a) Bulletin pédagogique

Le Bulletin pédagogique continue à paraître régulièrement au rythme de quatre à cinq numéros par an. Cette brochure est utile pour les Ecoles européennes et pour ceux qui s'intéressent à leurs activités. Elle assure une fonction d'information et offre aux enseignants une tribune pour échanger leurs vues.

Je me réjouis de pouvoir signaler que ces derniers mois les enseignants ont apporté une contribution appréciable au Bulletin, en rédigeant un certain nombre d'articles sur les problèmes pédagogiques. Je les remercie de cette collaboration, qui, je l'espère, se poursuivra dans l'avenir.

#### b) Réunions des Conseils interscolaires

Les conseils interscolaires ont poursuivi cette année leurs activités au profit de l'ensemble des Ecoles européennes. Toutefois le rythme de leurs travaux a pu être ralenti, parce que la plupart des nouveaux programmes applicables dans le cadre de la réforme ont déjà été approuvés par le Conseil supérieur.

Une fois de plus je voudrais les remercier de leurs efforts fructueux.

#### c) Formation continuée

Le Conseil supérieur a approuvé en 1982 un programme pluriannuel de formation continuée pour l'école primaire. En application de ce programme un comité "ad hoc" présidé par Monsieur l'Inspecteur WIRTH coordonne l'organisation des stages. Je voudrais remercier ici le Comité et son Président. Le Bulletin pédagogique publie les rapports relatifs à ces stages.

Le Comité pédagogique de l'école secondaire vient de son côté de présenter un projet de programme pluriannuel de formation continuée pour les professeurs. Ce projet figure à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil supérieur. J'espère que celui-ci permettra le recyclage des enseignants du secondaire, comme il l'a fait pour les enseignants du primaire.

\*

\*

\*



Au terme de ce rapport, je ne voudrais pas manquer d'exprimer ma gratitude à tous ceux qui par leurs efforts et leur engagement contribuent au bon fonctionnement des Ecoles européennes, c'est-à-dire à l'ensemble du personnel des écoles, aux parents et aux élèves, aux membres des comités et aux membres du Conseil supérieur lui-même.

M. SCHMIT